

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
1 mois.	5 fr.	9 fr.
6 —	25	45
Un an.	24	56

S'adresser pour l'administration au citoyen **SOMMIER**, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen **CAHAIGNE**,  
rédacteur en chef, au bureau du Journal,  
rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)



Les renseignements que nous recevons sur un grand nombre de candidats à l'Assemblée nationale sont d'une nature telle, que nous croyons devoir immédiatement prendre l'engagement de publier la biographie détaillée de tous les citoyens élus.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis qui lui seront communiqués dans le but d'aider à cette publication. Nous faisons à cet égard appel au patriotisme des bons citoyens.

Paris, 21 avril.

CE N'EST PAS LE TOUT DE RENVERSER, IL FAUT EDIFIER.

Les mesures que vient de prendre le Gouvernement provisoire sont dictées par un sentiment tout à fait philanthropique, éminemment révolutionnaire. En les décrétant toutefois, il n'a pas dû oublier que la crise où nous sommes aujourd'hui se fait sentir dans toutes les parties de la société, et que pour la vaincre il est nécessaire d'opérer une réforme générale. Supprimer l'impôt sur le sel, le droit d'octroi relatif à la viande, établir l'impôt progressif, tout cela est admirable, tout cela était réclamé depuis longtemps ; mais dans la constitution actuelle des choses, qui, nous le répétons, est à renouveler de fond en comble, cette louable détermination ne va pas sans des inconvénients immédiats. Elle tarit une source des revenus de l'Etat, et jusqu'à présent nous ne voyons pas où l'on se propose d'en ouvrir une autre. Cette question sera résolue sans doute par les penseurs de la Presse ou de l'Assemblée nationale. On ne saurait trop se hâter de le faire ; le peuple attend.

A ce sujet le citoyen Proudhon écrivait, il y a quelques jours, au Représentant du peuple les lignes qui suivent :

« L'abolition de l'impôt sur le sel, les viandes et les boissons n'est qu'une exagération philanthropique qui coûtera cher à l'Etat sans améliorer le sort des travailleurs.

« L'établissement d'impôts somptuaires est une fantaisie socialiste qui coûtera cher aux travailleurs sans remplir les coffres de l'Etat.

« Les décrets du Gouvernement provisoire déplacent la misère comme la banqueroute déplace les capitaux : ils ne remédient à rien. La pression révolutionnaire, aveugle et ignorante, est satisfaite par ces décrets ; mais, par ces décrets même, le peuple est mystifié. En échange d'un sacrifice apparent, nous avons une restauration réelle. Peuple, tu t'en apercevras bientôt. »

Sans doute si nous admettions ces décrets comme définitifs ; mais, pour notre part, nous n'y voyons que le prélude de mesures bien entendues et de nature à assurer le bien-être de tous. La richesse de la France n'est pas considérable. Dieu merci ! nous ne le savons que trop. Le Gouvernement de la République assumerait sur sa tête une responsabilité formidable s'il ne recherchait pas les moyens de l'augmenter. A l'heure qu'il est, nous pouvons dire qu'il n'a pas fait grand-chose pour atteindre ce résultat : sous plus d'un rapport, il faut même convenir qu'il n'a fait que gaspiller des ressources précieuses. Fort de l'appui que le peuple lui prête et après les manifestes qui viennent d'avoir lieu, s'il s'est réellement immergé dans les masses, pour employer l'expression du citoyen Lamartine, il doit avoir l'intelligence de la situation, profonde et complète. Il s'agit de constituer la société moderne sur les bases de la liberté et de l'équité. Le corps social est malade et étale plusieurs plaies hideuses ; il s'agit de le guérir. Il est étendu sur un grabat où ne peut marcher qu'avec des béquilles ; il s'agit de le relever et de le faire marcher. Son mal est à la fois celui de l'enfance et celui de la vieillesse ; il faut lui appliquer simultanément les deux remèdes convenables et le constituer enfin en état de santé. Comment cela ? Par le libre exercice de tous ses membres, par le développement de toutes ses individualités. Donnez-lui le grand air et la grande terre. Cessez de le comprimer et de l'étouffer. Ce qui est vrai du corps de l'homme est vrai du corps social. L'exercice est son meilleur régulateur ; ce n'est pas la médecine, c'est l'hygiène qu'il lui faut.

Dans l'idéal de la société future, l'Etat n'interviendra que le moins possible, parce que le corps social sera mis en demeure de fonctionner d'une manière normale.

Notre impartialité nous fait un devoir d'insérer la lettre suivante :

Paris, le 21 avril 1848

Monsieur,

Si l'égalité et la fraternité ne sont pas de vains mots dans la langue républicaine, vous ferez à cette lettre le même accueil que celui que vous avez fait à la lettre de M. Thiele.

Je n'ai pas refusé d'insérer la réponse de M. Thiele ; je l'ai seulement prévenu que je me réservais d'insérer la réplique si l'officier du 24<sup>e</sup> léger maintenait les termes de son affirmation et produisait les preuves à l'appui. Vous en eussiez fait autant.

M. Thiele a préféré répandre sa lettre en me menaçant d'un procès en diffamation.

J'attends le procès, et puisque M. Thiele a jugé à propos de rappeler les noms de Saint-Bérain et de M. Bergeron, je prolifère avec empressement de cette occasion pour invoquer le témoignage de l'avocat de Saint-Bérain, de M. Crémieux, membre du Gouvernement provisoire et ministre de la justice, et pour rappeler en quels termes M. Bergeron a repoussé et flétri une légère allusion au procès où il avait été accusé d'avoir tiré sur l'ex-roi Louis-Philippe.

Salut et fraternité.

Signe : E. DE GIRARDIN.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Veuillez insérer ces quelques lignes au sujet de la candidature du citoyen Riglet, adjoint au maire du 7<sup>e</sup> arrondissement.

Le citoyen Riglet s'étant présenté dans le club de l'Homme-Armé, des accusations graves furent dirigées contre lui. Dans la séance suivante et après une enquête officieuse de la part de plusieurs membres, ces accusations furent déclarées sans aucun fondement. Une lettre indiquant ce résultat fut adressée au citoyen Riglet par le secrétaire du club. Le citoyen Riglet crut pouvoir, sans y joindre d'explications, faire imprimer textuellement et distribuer cette lettre à la manière d'une circulaire, de sorte qu'il était naturellement permis de conclure que cette circulaire était distribuée au nom même du club, pouvant être ainsi soupçonné d'influencer la candidature du citoyen Riglet. Le club de l'Homme-Armé, tout en reconnaissant la fausseté des accusations dirigées contre le citoyen Riglet, s'est vu engagé à rectifier les faits dans ce sens et à y décliner toute participation.

P. S. Je profite de cette occasion pour réclamer contre l'omission qui a été faite, dans votre numéro du 15, à l'égard du club de l'Homme-Armé, dont les séances ont lieu les lundis, mercredis, vendredis, à 7 heures et demie, rue de l'Homme-Armé, 2, école communale des filles.

CROCHARD, président.

MAIRIE DE MEUDON.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Citoyen rédacteur,

La réaction se montre et s'agite, et il est du devoir des bons républicains de la signaler et de la combattre.

Mais il importe de voir la réaction là où elle est réellement, et de la distinguer sous les différents masques qu'elle revêt. Souvent elle se cache sous celui de l'ultra-républicanisme, et c'est précisément ce qui a lieu à Meudon.

En abusant la bonne foi de votre correspondant, on vous a fait embrasser la défense d'un légitimiste avéré qui cumule une place importante dans un ministère et un bureau de poste, et celle d'un ex-ami de MM. Génie et Guizot, qui aurait voulu se servir des épaulettes de chef de bataillon pour rattrapper, sous une autre forme, la part que ses anciens patrons lui faisaient dans les crédits extraordinaires du ministère des affaires étrangères.

Le citoyen Pelvilain est un bon républicain qui a fait ses preuves pendant et depuis les journées de février, et la commune de Meudon a eu l'honneur de proclamer la République avant toutes les autres communes de France.

C'est précisément parce que la Révolution n'est point un non sens pour Meudon que le citoyen Pelvilain a obtenu 557 suffrages sur 634 votants.

La protestation que vous avez insérée dans votre numéro du 15 courant est l'œuvre de vingt-sept membres du club de la Fraternité de Meudon, lequel en renfermait deux cent soixante-cinq.

Le club de la Fraternité a été dissous par la majorité de ses propres membres, et le maire n'est intervenu que pour prévenir les violences dont vous l'accusez, dans votre numéro du 19, d'avoir donné le signal. C'est dans le plus grand ordre, c'est au cri de vive la République ! de vive la Fraternité ! que cette majorité s'est réunie au club des Travailliers.

Aujourd'hui les républicains de Meudon ne forment plus qu'une seule famille, et c'est tous ensemble qu'ils crient Vive la République !

Les pièces ci-jointes vous prouveront, citoyen rédacteur, l'exactitude de mes assertions, et j'attends de votre impartialité l'insertion de cette lettre dans votre plus prochain numéro.

Salut et fraternité.

Le maire provisoire de Meudon, nommé par le commissaire du Gouvernement,

DEMARNE.

Meudon, 20 février.

AVIS AUX DÉMOCRATES SINCÈRES.

Aujourd'hui que les réactionnaires lèvent audacieusement la tête et cherchent à semer la désunion parmi les citoyens franchement républicains, c'est un devoir pour moi de protester contre l'imputation qu'on me fait d'appartenir au communisme.

Je déclare que je n'ai jamais professé cette doctrine, j'en peux donner pour preuve les chansons que j'ai

publiées ; entre autres les deux dernières, intitulées : *Aux communistes, sur leur départ pour l'Inde* ; *Le communisme dévoilé*, que j'ai adressées à notre poète national Béranger.

Adrien DELAIRE,  
ouvrier ébéniste, candidat à l'Assemblée nationale.

Lettre de Béranger au citoyen Adrien Delaire, ouvrier.

Je vous remercie, mon cher voisin, de l'envoi que vous m'avez fait. J'ai lu vos différentes chansons avec satisfaction et vous félicite d'avoir eu de si heureuses inspirations. — Votre hymne à Pie IX est surtout remarquable par le mouvement poétique.

En bon voisin, tout à vous,  
BÉRANGER.

Passy, 20 mars 1848.

Nous n'avons ni le temps ni l'intention d'engager avec le *Mémorial des Pyrénées* une polémique qui serait sans intérêt pour nos lecteurs. Le petit journal jésuite ultramontain et réactionnaire de Pau doit être aujourd'hui apprécié à sa juste valeur par tous les républicains sincères et ceux-là qui combattent pour la cause du progrès. Une existence de plus d'un quart de siècle qui n'est qu'un long chapelet de servilisme et d'apostasies ne constitue pas précisément un titre de gloire. Quand on a patagé pendant dix-huit ans dans la fange du juste-milieu, on n'a guère le droit de se hausser sur ses talons rouges pour promener un regard insolent autour de soi et vomir des injures contre le patriotisme. Moins encore peut-on, en réfutant un journal, travestir ses articles par des mutilations et des réticences calculées, afin de se donner tous les avantages de la situation. Ces procédés sont absous par les jésuites, nous le savons ; mais le régime démocratique ne saurait les tolérer.

Cela dit, que ce petit satellite des *Débats* continue à graviter autour de tout ce qu'il y a d'anti-révolutionnaire et de mesquin, qu'il poursuive sa carrière d'obscurantisme et de réaction, peu nous importe ; ses phrases sont désormais sans portée et ses homélies sans influence : le bon sens des Pyrénées en fera justice. Qu'il nous suffise de dire que nous pourrions parler de lui en connaissance de cause.

On lit dans l'Observateur des Pyrénées :

LA COMÉDIE DE M. GIRARDIN.

« La presse de province nouvellement convertie à la République est si marrie de ne plus entendre M. Girardin critiquer le Gouvernement provisoire, qu'elle lui adresse, pour l'engager à recommencer, des reproches que tempère l'éloge exagéré. Des bords de la Gironde, des campagnes truffées du *Périgord*, on lui crie : « O grand esprit, vous avez commis une erreur déplorable et fatale ; votre silence perd la République ! »

« A ces reproches de l'amitié, à ces cris du désespoir, M. Girardin répond par ce qu'il appelle une dernière explication. Quelle explication ! Le rédacteur de la Presse eût mieux fait de ne pas la donner. Elle le compromet, au lieu de le justifier.

« D'après ce qu'avait dit d'abord M. Girardin, on aurait pu croire que le Gouvernement, alarmé, l'avait supplié de garder le silence sur ses actes. Il écrivait : « Nous sommes sans force, quand l'imprévoyance et la peur nous supplient. » C'est ainsi que l'avait compris son ami le *Périgord*. Nous lisons dans un de ses articles adressé à la Presse : « Si le Gouvernement en est au point de faire supplier M. Girardin, trop brave pour reculer lui-même, de garder le silence pour éviter la révolte de la rue ou la violation de la propriété, c'est là un triste et humiliant spectacle qu'aucun autre pouvoir n'a jamais donné en France. »

« L'imprévoyance et la peur qui s'agenouillaient devant M. Girardin, c'était donc le Gouvernement provisoire ; on en était convaincu, on le répétait de tous côtés. Pour ceux-là qui le croyaient ainsi, le rôle de M. de Girardin était beau, glorieux. Il s'était posé comme une puissance en face du Gouvernement provisoire, et il était parvenu à le faire capituler... Que ne les a-t-il laissés dans cette erreur qui le grandissait si démesurément à leurs yeux ! Mais non, il faut que la vérité se fasse jour et le plus souvent par la bouche de ceux qui s'efforcent de la cacher.

« Comme nous l'avions toujours pensé, nous, comme l'avaient toujours pensé ceux qui n'avaient aucun intérêt à se faire illusion sur les paroles de M. Girardin, il n'a point été supplié par le Gouvernement provisoire. Dans la Presse du 45, dans cette dernière explication que d'imprudents amis lui ont arrachée, il vient d'avouer qu'il a cédé aux instances de nombreuses députations de gardes nationaux, de commerçants et de fabricants. Voilà ce qu'il aurait dû nettement écrire dans l'article où il annonçait sa retraite de l'arène ; nul n'aurait le droit de lui dire aujourd'hui : « Vous vous êtes fait plus terrible que vous n'étiez ; vous avez joué la comédie ! »

LOUIS-PHILIPPE JUGÉ PAR LA LIBERTÉ.

La Liberté, disons bien vite (car c'est tout autre chose) qu'il s'agit tout simplement ici du journal qui s'est exclusivement assuré la collaboration politique de notre grand écrivain M. Alexandre Dumas. La Liberté, dans



son numéro d'hier, contient un article remarquable sur Louis-Philippe d'Orléans et les autres membres de la famille bourbonnienne qui règnent encore aujourd'hui.

« Louis-Philippe d'Orléans, premier prince du sang, fils d'un conventionnel qui vota contre la loi la mort de son plus proche parent, n'en fut pas moins, malgré ce fait, sottement comblé de biens par les aînés de sa race, ce qui ne l'empêcha pas d'usurper sur eux la couronne de France et de faire déshonorer en même temps sa nièce, mère de son roi, par les soins des géliers de Baye.

« Voilà les titres monarchiques de Louis-Philippe. Les rois de l'Europe le reconurent à leur honte en 1830, au prix de dix-sept ans de paix. Les titres populaires de l'ex-roi ne sont pas mieux fondés. Il usurpa la souveraineté du peuple, lui promettant la meilleure des républiques, et lui donnant à la place les lois de septembre, les dotations, les massacres de Lyon et de la rue Transnonain, les fortifications, la corruption la plus effrénée et la banqueroute en perspective, le tout entremêlé de poignées de mains, la seule réalité de son règne.

« Eh bien ! Louis-Philippe passait pour le plus habile et le moins mauvais des rois de l'Europe. On le disait, en outre, bon père de famille. Cet habile monarque a perdu sa couronne en trois heures. Ce bon père de famille a ruiné ses enfants dans le présent et dans l'avenir. Le plaider comme roi n'est pas possible, lui qui fut sans pitié pour ses rois ; le plaider comme homme n'est pas permis, lui qui fit couler froidement le sang et les larmes de ses adversaires politiques. Le plaider comme père... on le pourrait encore malgré cette imbécille et royale infatuation qui ravit à sa race le plus beau trône de l'univers.

« Les rois, en général, et les Bourbons en particulier, nous semblent marqués du sceau de la fatalité. Huit princes mis à mort ou assassinés, douze princes chassés cinq fois, le tout en cinquante-cinq ans et dans la même famille, n'ont pas servi de leçon au plus politique des souverains actuels. Qu'attendre alors de cette branche corrompue d'Espagne, de cette autre branche avilie de Naples, dont l'histoire intime ne pourrait être donnée en lecture par respect pour les incurs ? Louis-Philippe a tout à fait manqué de génie. Il a cru, comme ses aînés, que rien n'était plus facile que de venir se coucher dans le lit de Napoléon. Il se vantait de son grand-père Henri IV et de son grand-oncle Louis XIV, sans songer qu'Henri IV avait gagné sa couronne en héros et que Louis XIV avait gouverné la France en grand monarque. Ses bons frères de Naples et ses bonnes sœurs d'Espagne ne sont ni plus royaux, ni plus populaires, ni plus guerriers, ni plus sages. Ils ont au contraire toutes ses faiblesses, tous ses défauts, et de plus leurs vices particuliers. Ce sont des races dégénérées et abâtardies, des princes stupides et des princesses galantes, travaillant tous avec une égale ardeur à détruire les deux prestiges de la royauté. »

Nous empruntons à un journal, en lui laissant toute la responsabilité des détails suivants sur l'ex-roi Louis-Philippe.

« Les détails suivants, qui nous sont communiqués et que nous avons lieu de croire exacts, pourront intéresser nos lecteurs.

« Les sommes dont Louis-Philippe dispose dans son exil ne sont pas tout à fait aussi considérables qu'on l'imagine communément. Il est bien vrai que de 1830 à 1834 il avait opéré, presque jour par jour, de forts placements à Londres et même aux Etats-Unis ; mais depuis 1834, persuadé qu'il avait épuisé sa dynastie sur des bases durables, il a retiré une partie de ces placements pour les asséoir en France. L'ex-roi laisse pour plus de 50 millions de dettes. Ce mot de M. Dupin, qui semblait une plaisanterie : « Je crois bien que la liste civile est pauvre ; elle achète toujours ! » s'est trouvé une vérité. Louis-Philippe faisait sans cesse de nouvelles acquisitions, sur lesquelles il reste encore devoir beaucoup. Sans cela, il serait impossible de s'expliquer que le chiffre de ses dettes fut si énorme.

Ses propriétés sont magnifiques. D'induction faite des dettes, sa fortune peut être évaluée à 230 millions. On sait que les bois du domaine privé sont parfaitement aménagés. Toutes les autres propriétés de la famille ont été considérablement améliorées depuis 1830. Néanmoins Louis-Philippe laisse ses affaires personnelles dans le plus grand désordre. Il n'y a jamais eu de maison royale si mal réglée que la sienne. Il en était de son intérieur comme des affaires du pays ; il se mêlait de tout pour tout embrouiller, et se plaisait dans le gâchis et la confusion. Il croyait, en cela, faire preuve de finesse et d'habileté. Il aimait à voir les gens se disputer, et il avait l'habitude de répéter : « Quand les ânes se battent, la farine reste au moulin. » C'est, du reste, par suite de ses finasseries que, le 24 février, la défense, privée d'ensemble et de direction, a été complètement nulle.

Louis-Philippe devait partout. Il payait le moins qu'il pouvait. Ses fournisseurs étaient sans cesse en réclamation. Il est dû à ses fruitiers 95,000 fr., à son boulanger de Neuilly 25,000 fr.

Jamais homme n'eut davantage la manie d'entasser des provisions, d'acheter sans mesure et presque tous les jours sans choix. Dans la seule cave de Neuilly, il y avait 75,000 bouteilles contenant 150 espèces de vins, plus de 1,200 pièces toutes pleines. Le croirait-on ? Il y avait à Neuilly un approvisionnement de 24,000 bougies qui ont servi à allumer et alimenter le feu de cette résidence.

La bronzerie de Villiers renfermait, en objets d'art, en statuettes, pendules, en bronzes dorés et autres, de quoi fournir à l'ornement de trois palais. Du reste, il entassait tous ces objets sans ordre, comme il les achetait sans goût, quoiqu'il eût la prétention d'être conaisseur.

Aux Tuileries, à Eu, à Dreux, à La Ferté-Vidame, il y avait assés d'ustensiles et de batterie de cuisine pour donner à manger à un corps d'armée.

Nous sommes de l'avis d'un personnage qui a beaucoup connu Louis-Philippe, qui l'a vu et observé de près, et qui disait : « Cet homme est cupide, rapace ; mais il est trop gaspilleur pour appeler avare. »

(Villes et Campagnes.)

## DÉPARTEMENT DE LA SOMME.

Au citoyen rédacteur en chef du journal la Commune de Paris.

Citoyen,

Je vous prie de vouloir bien donner place dans votre plus prochain numéro à la lettre suivante que j'adresse au Journal de la Somme, au Courrier de la Somme et au Glaneur d'Amiens, en réponse aux articles relatifs aux événements que vous avez reproduits en totalité ou en partie dans vos colonnes.

Salut et fraternité.

Le commissaire de la République dans le département de l'Aisne.

LECLANCHÉ.

Aux citoyens rédacteurs en chef du Journal de la Somme, du Courrier de la Somme et du Glaneur d'Amiens.

Citoyens,

Les diverses relations que vous faites des événements survenus à Amiens lundi dernier renferment une foule d'inexactitudes. Je me contenterai, pour le moment, de relever les plus graves.

Il est faux que j'aie donné ma démission.

Pendant la lutte dans la rue contre une multitude furieuse qui hurlait : La mort ou la démission ! aux cris de mort, à la menace de la lanterne sous laquelle j'avais été entraîné, au pistolet posé sur mon front, ma constante réponse a été : « Non, vous n'aurez pas ma démission ; non, jamais ! »

Au milieu de la lutte, quand le maire d'Amiens, animé du désir de me sauver, arriva jusqu'à moi, à ses paroles ma seule réponse fut : « Qu'ils me tuent, la République saura me venger. »

Plus tard, quand un groupe d'amis, d'ouvriers de la société Républicaine, brisant les rangs des habits noirs, eut fermé derrière moi les portes d'un hôtel, aux sollicitations, aux instantes prières du maire, de ses adjoints, du procureur général, de l'avocat général, du colonel de la garde nationale, ma constante réponse fut : « Un représentant de la République doit mourir à son poste. Je ne sortirai d'ici que destitué ou tué. »

Cette démission, que l'on m'accuse d'avoir donnée, je l'ai ainsi refusée pendant quatre heures : je ne l'ai pas donnée, je ne l'aurais jamais donnée.

L'ordre formel et écrit du commissaire général, auquel je devais obéir, a pu seul me décider à quitter Amiens. Cet ordre, le voici textuellement :

« Mon cher ami,

« L'opinion publique, égarée par des préventions injustes, réclame la révocation. L'intérêt de la paix publique, l'isolement dans lequel le Gouvernement m'a laissé, me forcent à le prier de faire un sacrifice à notre cause. Rends-toi immédiatement, en qualité de commissaire, dans le département de l'Aisne, où ta présence peut nous être fort utile. Je t'y invite, et au besoin je te l'ordonne. »

« Ton dévoué ami,

« Le commissaire général de la République dans les départements de l'Aisne et de la Somme,

L. BERGERON.

« Amiens, 17 avril 1848. »

Qui donc viendra dire maintenant que j'ai donné ma démission, que j'ai faibli, hésité une minute devant la contre-révolution ?

Il est également faux que l'autorité n'ait pas été atteinte en ma personne, comme le prétend le citoyen rédacteur du Journal de la Somme, qui assure que j'étais à Amiens dans une position irrégulière. — En effet, dit-il, « vendredi matin, M. Leclanché avait reçu du ministre de l'intérieur l'ordre de quitter Amiens et de retourner dans le département de la Somme. Ainsi il n'a « fait plus la délégation officielle pour représenter le « Gouvernement. »

Je n'ai point reçu cet ordre ; bien plus, LE MINISTRE NE L'A POINT DONNÉ. J'étais donc toujours le représentant du Gouvernement dans le département de la Somme. L'autorité du Gouvernement a donc été bien réellement atteinte et atteinte en ma personne par la révolution organisée et armée.

Enfin, citoyens rédacteurs, vous errez étrangement en prétendant qu'on ne doit point voir un essai de contre-révolution dans ce qui s'est passé à Amiens. Ce n'est point à ma personne que se sont adressées les violences et les menaces, c'est aux idées républicaines que j'ai essayé de faire prévaloir avec toute la franchise et l'énergie dont je suis capable. Le premier devoir que je me suis imposé, en arrivant à Amiens, a été d'assurer les travailleurs des sympathies du Gouvernement et de chercher à les éclairer sur leurs droits. L'accomplissement de ce devoir a fait de suite éclater cette haine acharnée qu'une faction manifeste chaque jour avec tant d'audace, à Amiens, contre les idées républicaines. Je n'en veux pour preuve que les violences exercées, après mon départ, contre les ouvriers dévoués à la République.

Quant aux autres inexactitudes dont fourmillent vos récits, citoyens rédacteurs, je les relèverai plus tard, si l'on me force à faire appel à la justice du peuple.

Le commissaire de la République dans le département de l'Aisne,

LECLANCHÉ.

Au citoyen Cahaigne, rédacteur en chef du journal la Commune de Paris, Moniteur des Clubs.

Citoyen,

Nous avons reçu d'Amiens la lettre dont nous vous transmettons ci-dessous copie. Si les faits qu'elle énonce sont exacts, nous les croyons assez graves pour solliciter du Gouvernement des explications immédiates, et pour l'inviter à prendre des mesures énergiques afin de prévenir le retour de semblables actes. Si son action n'était pas suffisamment secondée, le Club républicain de La Chapelle n'hésiterait pas à marcher, ses président et vice-présidents en tête, au secours du droit d'association proclamé sur les barricades de février et cependant menacé, à ce qu'il paraît, dans la ville d'Amiens. Nous sommes ici 2,500 prêts à voler, au premier signal du Gouvernement provisoire, vers l'endroit où la souveraineté serait méconnue ! Qu'il ne craigne donc pas ni de parler ni d'agir ; il doit être fort, car nous le sommes !

« Amiens, le 18 avril 1848.

« Au citoyen Maury, président du Club républicain de La Chapelle-Saint-Denis.

« Citoyen président,

« Un fait déplorable est arrivé hier à Amiens. Les ennemis de la République ont attenté à la vie du président du club, ainsi qu'à celle du commissaire du Gouvernement provisoire, au sortir de la séance. La troupe n'est pas venue, quoique la générale ait été battue. Plusieurs de nos frères ont été atteints de coups de baïonnettes. Nous sommes hors d'état de nous défendre, puisque nous ne sommes pas armés ; nous avons en la douleur d'être témoins du mal sans pouvoir l'empêcher.

« Les hommes du port sont principalement agresseurs dans ces luttes illégales, qui ont duré depuis dix heures du soir jusqu'à trois heures du matin.

« Il est à croire qu'ils sont payés pour cela par nos ennemis.

« Nous vous prions donc de vouloir bien examiner dans votre sagesse les questions suivantes :

« Pourquoi ne sommes-nous pas armés quand nos ennemis le sont ?

« Pourquoi éprouve-t-on des difficultés pour se faire inscrire sur les listes électorales ?

« Pour ce qui concerne la question de l'armement, nous sommes vraiment exposés à être égarés sans défense, et cependant il y a quatre mille fusils enfermés dans la citadelle, et quand nous en demandons à M. le maire, il nous donne des raisons.

« Vous voyez, citoyen président, que cette question n'est pas parfaitement claire, et qu'il y a quelque fraude là-dessous.

« Nous espérons, citoyen président, que vous découvrirez les ténébreuses intrigues qui retardent notre armement.

« Citoyen, les élections approchent ; c'est le moment où chaque Français connaissant le prix de la liberté doit mourir sur la brèche plutôt que de permettre qu'on y porte atteinte.

« Citoyen, ce sont vos frères qui vous demandent le secours de vos lumières et même l'appui de votre force si vous le jugez nécessaire !

« Au nom des ouvriers, mécaniciens du dépôt d'Amiens (chemin du Nord).

« Salut fraternel.

« Les délégués des ouvriers,

« Deloris, secrétaire ; Taillandier, garde-magasin au dépôt du Nord ; Reverdy. »

Là-bas, comme ici, comme partout, suspicion contre les travailleurs. Ils tremblent de nous voir des armes. Pourquoi, mon Dieu ? Ne sommes-nous pas du peuple ? Ne sommes-nous pas disposés à nous faire mitrailler jusqu'au dernier pour le maintien de l'ordre, sans lequel il n'y a pas de liberté, sans lequel périrait notre chère mère, la République !

Courage, frères d'Amiens : au moment du danger vous nous trouverez, et nous allons immédiatement nous occuper des faits que vous nous signalez.

Salut et fraternité.

MAURY, président.

ROBERT, vice-président.

La Chapelle, ce 20 avril 1848.

Le bruit s'est répandu que le citoyen Barbès n'accepte pas la candidature qui lui est offerte à Paris ; la liste que nous publions aujourd'hui, et qui émane des clubs et des corporations d'ouvriers, prouve que l'on était mal informé. Il importe de se tenir en garde contre ces insinuations mensongères qui tendent à fourvoyer le vote des électeurs. On en a dit autant des citoyens Ledru-Rollin, Arago, Flocon et de quelques autres membres du Gouvernement provisoire. Nous nous sommes assurés du contraire. Il n'y a sorte de roueries que n'emploieront les ennemis de la République. Encore une fois que l'on se tienne en garde.

Notre ami Esquiros est porté candidat du département de la Seine. Ce citoyen a toutes nos sympathies ; nous serions heureux de le voir à l'Assemblée nationale.

Paris présente en ce moment un aspect étrange. C'est demain qu'ont lieu les grandes élections, et de tous côtés on distribue des listes, on donne des professions de foi, on propage des candidatures, on fait en un mot le courtage électoral. Que de gens dont aujourd'hui l'unique affaire est le succès d'une candidature ! Si les faiseurs de statistiques en avaient le loisir, je leur conseillerais d'en faire une curieuse. Ce serait un enseignement utile pour nos arrière-neveux de savoir qu'en l'an de grâce 1848, il s'est trouvé à Paris 1,500 ou 2,000 (nous n'exagérons pas) citoyens capables, selon eux, de donner une constitution au pays.

Ce qui nous frappe en même temps, c'est que les républicains sincères se donnent fort peu de mouvement. Après la révolution de février, chacun choisit le poste qui convenait le mieux à ses moyens pour défendre la conquête du peuple.

Tel qui jamais n'avait rêvé que le soleil et le grand air allaient s'étioler dans un ministère, au milieu des paperasses ; tel autre, homme de loisir et de fantaisie ou bien homme de pensée et de méditations profondes, vient s'asseoir au bureau d'un journal comme dans un camp et usa ses plus belles pensées à faire de la polémique journalière.

Tous, en un mot, aujourd'hui comme hier, sont sur la brèche. Aucun n'a le temps de s'occuper de la représentation nationale, à laquelle l'appelle naturellement ses antécédents. Les hommes les plus dévoués à la République sont ceux qui travaillent pour elle ; que les électeurs ne l'oublient point. Qu'ils se demandent à chaque nouvelle liste qu'on leur présente : « Qu'ont fait pour la liberté ces hommes avant la révolution ? Qu'ont-ils fait pour la révolution depuis le 24 février ? »

Nous lisons sur une immense affiche placardée sur tous les murs de Paris un discours que le citoyen Victor Hugo a prononcé devant l'assemblée des auteurs dramatiques. Le citoyen Mahler s'en est fait l'éditeur responsable, et prenant sans doute cet acte pour un défi porté à l'opinion, il a eu soin de mettre, après sa signature, son adresse et sa qualité.



Ayuntamiento de Madrid



Nous recommandons à l'attention de nos lecteurs l'article suivant du *Peprésentant du peuple* :

« Où allons-nous ? »

« Que le peuple se tienne sur ses gardes ! La révolution de 1848 pourrait bien être escamotée comme celle de 1830. »

« Nous n'en sommes encore qu'à la préface, et déjà les vrais républicains, c'est-à-dire ceux qui l'ont toujours été, ceux qui sont connus pour leur dévouement constant à la cause démocratique, sont traités de factieux, d'agitateurs, d'anarchistes — absolument comme avant le 24 février, — absolument comme après 1830. »

« Il est évident que la réaction, encouragée par la faiblesse du pouvoir, fait tous les jours de nouveaux progrès. Elle n'a plus seulement recours aux insinuations perfides; elle combat ouvertement dans ses journaux et avec une singulière violence les hommes que le peuple a investis de son autorité souveraine. Elle les provoque et les défile; elle va même jusqu'à faire entrevoir la possibilité prochaine de leur déchéance. »

« La tactique de la réaction est bien simple : diviser les membres du Gouvernement provisoire, populariser les uns aux dépens des autres, personifier dans ceux-ci tous les crimes, dans ceux-là toutes les vertus, et finalement les renverser tous. — Rien de plus ordinaire que ce procédé machiavélique. »

« Mais ce qu'il y a d'incroyable, c'est que tous ces anciens séides de la monarchie tombée se prétendent, à l'heure qu'il est, les meilleurs républicains du monde. Ils affirment que c'est dans l'intérêt même de la République qu'ils attaquent ses plus ardents défenseurs, ceux-là qui l'ont proclamée les premiers sur les barricades; nous disions bien, c'est incroyable. »

Nous recevons de Plaisance (Gers), la lettre suivante :

« Citoyen rédacteur, »

« Vous avez raison en disant que la réaction lève la tête et que le Gouvernement doit déployer toute son énergie s'il veut sauver la République. »

« Nous venons d'avoir pour les prochaines élections une réunion préparatoire, dans laquelle on devait entendre la profession de foi de plusieurs candidats. Cette réunion de plus de 2,000 personnes était animée généralement du meilleur esprit et bien disposée à ne donner ses voix qu'à des hommes de nature à lui inspirer toute confiance. »

« Mais quel n'a pas été mon étonnement, lorsque j'ai vu monter à la tribune, devinez qui ? — Oh ! mais vous ne devinez jamais. — Monsieur Adolphe Granier de Cassagnac, l'homme du *Globe*, d'ignoble mémoire, l'homme de *l'Époque*, l'homme des cent mille francs du troisième théâtre lyrique, l'homme des douze cent mille francs des maîtres de poste, l'homme de tous les tripotages, de toutes les subventions secrètes, de toutes les saletés des dix années dernières; le marchand de toques de juges, d'épaulettes d'officiers, de recettes particulières, de perceptions; l'homme flétri par les tribunaux comme menteur et imposteur deux ou trois fois l'année dernière; le bravo des Guizot, des Duchâtel et autres; le vendeur de croix d'honneur, l'homme enfin dont le nom prostitué n'était prononcé qu'avec un invincible dégoût par les honnêtes gens de tous les partis. Oui, M. Granier de Cassagnac a eu le front de monter sur nos hustings en compagnie de M. Eugène Terrail et de venir solliciter les voix des électeurs de notre pays. »

« Certes nous n'avons pas tardé à faire justice d'une pareille audace; hué, sifflé, balloché, il s'est vu bientôt mis à la porte; mais enfin, vous le voyez, il n'est pas jusqu'aux séides de Louis-Philippe qui ne se fassent républicains du lendemain pour tâcher d'arriver à la députation. Heureusement nous veillons. »

« Salut et fraternité. »

« Un abonné. »

La lettre suivante a été adressée au commissaire du Gouvernement dans les Basses-Pyrénées.

Montardon, ce 10 avril 1848.

« Citoyen commissaire, »

« Dans l'état de crise financière où la peur des capitalistes a plongé le Gouvernement de la République, il est du devoir de tout bon citoyen de l'aider dans la proportion de sa fortune à sortir le plus tôt possible de cet embarras. Je dépose donc ma faible offrande sur l'autel de la patrie, souhaitant que mon exemple trouve de nombreux imitateurs. En conséquence, j'ai l'honneur de vous adresser le mandat quittancé de 50 fr., formant le montant de mon traitement pendant le premier trimestre de 1848 et dont je fais abandon au profit du trésor. »

CATOUET, instituteur. »

## Compte rendu des Clubs.

### CLUB DU TROISIÈME ARRONDISSEMENT.

(Société des Droits de l'homme.)

Séance du 13 avril. — La séance est ouverte à 7 h. et demie. Lecture du procès-verbal de la veille, qui est adopté à l'unanimité.

Le citoyen Lucas communique à l'assemblée de nouvelles listes émanées de la même source que celles dont on s'est occupé la veille; ces nouvelles listes sont comme les précédentes répandues avec profusion (plusieurs des membres présents déclarent en avoir en leur possession). Le citoyen Lucas se demande si c'est bien de ses propres deniers que le citoyen auquel émanent ces listes subvient aux frais considérables que leur impression et leur distribution à grand nombre nécessitent. Il ne peut au reste que répéter ce qu'il a dit, lors de la précédente séance, et exhorter de nouveau tous les bons citoyens à se tenir en garde contre les manœuvres réactionnaires.

Le citoyen Danduran donne des renseignements sur les troubles de divers départements; il attribue ces troubles aux manœuvres des factions réactionnaires, qui, enhardies par la mansuétude de notre jeune République, commencent à relever la tête; il craint que l'Assemblée nationale ne soit point composée d'hommes selon le vœu des bons démocrates.

Le citoyen Lucas ne partage pas toutes les craintes du citoyen Danduran; il aime à croire que la majorité de l'Assemblée nationale sera composée d'éléments

franchement démocratiques, et que le premier acte de cette Assemblée sera un cri unanime de *vive la République* ! Si ses prévisions ne se réalisaient pas, tous les bons républicains savent ce qu'ils auront à faire. Il croit donc que le moment est venu de discuter la forme du gouvernement républicain.

Le citoyen Delorme trouve cette discussion intempestive, et cela avec d'autant plus de raison, suivant lui, que la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen est et doit être le seul évangile de tous les bons citoyens.

Le citoyen Lucas répond que la Déclaration confère des droits et impose des devoirs, droits et devoirs qui sont en effet l'évangile de tous les bons citoyens. Mais il ne voit pas en quoi l'étude de ces questions diverses : « Quelle sera la forme du gouvernement républicain ? le pouvoir exécutif sera-t-il remis à un président ou à des comités ? etc., etc., » implique une négation de la Déclaration des droits de l'homme. Il propose donc la mise à l'ordre du jour d'une de ces questions.

Le citoyen Jules Rosier propose l'étude et la discussion de cette question : « Quelle sera la forme du gouvernement républicain ? »

L'assemblée, consultée, vote à l'unanimité la proposition du citoyen Jules Rosier,

BIXOIT, président.

A. LUCAS, secrétaire.

## Clubs des départements.

Limoges, le 17 avril 1848.

Les citoyens président et membre du bureau de la Société populaire de Limoges au citoyen président du Comité révolutionnaire formé des délégués de tous les clubs et de toutes les corporations d'ouvriers.

Citoyen,

Nous vous annonçons avec plaisir que, dans sa séance du 10 avril et sur la proposition du citoyen Genty, délégué du Comité révolutionnaire, Club des clubs, la Société populaire de Limoges a prononcé à l'unanimité son affiliation à ce Comité.

La Société populaire a de plus, également à l'unanimité, dans sa séance du 12 avril, décidé qu'elle adhère à la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen rédigée par le citoyen Maximilien Robespierre; qu'elle n'accepte toutefois cette Déclaration que comme un héritage de l'humanité passée, dans les limites duquel elle n'entend borner ni son présent ni son avenir; que comme la plus haute expression de la science sociale à l'époque où le citoyen Robespierre l'a rédigée; qu'en un mot, elle n'entend pas par cette adhésion méconnaître les progrès que la science sociale a faits depuis cinquante-cinq ans et qu'elle est destinée à faire encore dans l'avenir.

Nous vous ferons connaître, par un des plus prochains courriers, les noms des trois citoyens que la Société populaire aura choisis pour ses délégués près du Comité révolutionnaire.

Salut et fraternité.

BULOT, président.

## PROTESTATION DU CLUB RÉPUBLICAIN DU PUY-DE-DÔME.

Les dix délégués du Club républicain du Puy-de-Dôme déclarent fausses et calomnieuses les assertions du citoyen Vigouroux. Ils le mettent au défi d'apporter les preuves qu'il annonce.

Ce club, après avoir inauguré son ouverture par un don patriotique, n'a voulu mettre à sa tête que des hommes moraux dont les opinions républicaines n'ont rien d'exclusif.

Quant aux intriguants dont parle le signataire de la note diffamatoire insérée le 19 dans le journal *la Commune de Paris*, ces intriguants regardent l'indépendance de leur profession comme leur bien le plus cher. Artiste, avocat, médecin, ouvrier et propriétaire, tous ils n'ont d'autre ambition que le bonheur de la République.

L'un d'eux est un phalanstérien, qui ne fait point mystère de ses idées socialistes. Un autre, profondément convaincu que notre révolution est toute sociale, a proclamé bien haut qu'il fallait demander à toutes les idées, sans exception, les vérités que toutes elles contiennent. Un autre, qui a fait ses preuves de dévouement, a été nommé vice-président de la commission des détenus politiques de la restauration. Un autre enfin, travailleur modeste et dévoué, doit à la République l'exercice de ses droits de citoyen; c'est dire assez qu'il sera toujours prêt à la défendre.

Quant au président légitimiste, la profession de foi qu'il a faite, et que nous déposons au bureau du journal, suffit pour faire apprécier son caractère.

Les délégués : Cabrol, Chapon, Charmesat, Chausson, Dumas, Fabre, Larbaud, Paillard, Saunier, Verny.

## Étranger.

### ITALIE.

Les nouvelles d'Italie sont peu importantes. Le bruit courait à Parme, le 12 avril, que Peschiera et Vérone auraient été prises par les Italiens.

On écrit de Vicence, le 10 avril, que les étudiants de Padoue et de Venise, formés en corps franc, ont éprouvé un échec à Montebello. Attaqués par des forces très-supérieures, ils ont été obligés de battre en retraite après une lutte de sept heures.

Le carnage a été grand des deux côtés. Les Autrichiens, dit le compte-rendu que nous avons sous les yeux, mutilaient et achevaient les blessés d'une manière horrible.

Il paraît que l'on attend à Brescia 2,000 volontaires français.

Les Autrichiens ont crevé les yeux à trois lanciers piémontais, les seuls qu'ils aient faits prisonniers à l'affaire du Goïto.

Toute la frontière du Tyrol allemand est menacée par les volontaires italiens.

### ALLEMAGNE.

On écrit de Rendsbourg, le 13 avril :

« Ce matin, une députation est arrivée ici de Flens-

bourg pour faire des propositions de paix. Les Danois, qui voulaient d'abord un Danemark jusqu'à l'Elbe, se contenteraient maintenant d'un Danemark jusqu'à la Schlei. La députation a été reçue par le colonel prussien de Bonia et par le gouvernement provisoire. On lui a donné l'ordre de quitter la forteresse dans le délai d'une heure. On lui a déclaré que l'on ne traiterait qu'avec le roi de Danemark lui-même et après que les troupes auraient évacué le duché de Schleswig. »

— La république a été proclamée dans tout le district de Constance (grand-duché de Bade). Le drapeau rouge, noir et or flotte sur tous les édifices publics. (*Gazette de Carlsruhe.*)

— Le gouvernement autrichien vient de mettre Cracovie en état de siège.

— D'après les derniers avis de Vienne, datés du 13 avril, les dispositions de la population de cette capitale paraissent de plus en plus sombres. Si le ministère ne se prononce pas franchement en faveur du parti des réformes, une nouvelle révolution est imminente. Il était question de réunir 100,000 Viennois pour présenter une pétition à l'empereur.

— Le peuple hongrois s'est opposé au départ des troupes que l'on voulait expédier pour opprimer les autres provinces autrichiennes.

Les Italiens ont pénétré dans le Tyrol jusqu'à Judicaries. Les troupes autrichiennes leur ont cédé le terrain.

## ANGLETERRE.

Nos journaux et correspondances de Londres portent les dates du 19 et du 20.

Voici comment lord Brougham s'est expliqué mardi dernier, à la chambre des lords, sur le mobile des démarches qu'il a faites auprès du Gouvernement provisoire de France afin d'obtenir la naturalisation :

« Quant à la demande que j'ai récemment faite au ministre de la justice du Gouvernement provisoire de France, je l'ai faite uniquement pour la protection de ma propriété, et nullement avec l'idée de me dessaisir des droits et privilèges de sujet anglais. Il ne faut pas que cette demande fasse supposer que je suis favorable aux institutions républicaines ou que j'aie changé en aucune manière les opinions que j'ai toujours eues à cet égard. »

Le *protection bill* a dû être lu pour la troisième fois, et adopté à la chambre des lords le 20.

Le *Morning Herald* somme le gouvernement anglais d'envoyer un renfort considérable à l'escadre de l'amiral Parker dans la Méditerranée.

## Faits divers.

Radetski, battu à Goito et à Vallegio, envoie à Vienne des bulletins triomphants : il s'est retiré en vainqueur, dit-il. Le lendemain il voulait attaquer l'ennemi, mais il ne l'a pas trouvé. — Eh ! on ne trouve pas l'ennemi quand on fuit. (*La Suisse.*)

— Le vieux maréchal Radetski a presque perdu la tête par suite des complications d'événements au milieu desquelles il se trouve jeté. On a intercepté une lettre écrite par un officier supérieur de son armée et datée de Montechiaro le 6 avril.

Il y est dit que dans un conseil de guerre on a délibéré sur la question de savoir si l'on ne devait pas livrer une grande bataille ou traverser l'Adige et le Mincio pour opérer la jonction avec Nugent et Grulay. La discussion étant très-vive, Radetski s'est écrié en français avec une véhémence extraordinaire : « Vous lerez comme ces bêtes du conseil-aulique qui ont perdu l'Italie pour avoir voulu toujours attendre. Cette canaille italienne finira par vous assommer. » Puis il est sorti à cheval et a fini par galoper pendant trois heures pour calmer ses sens.

— Un journal de Tarn-et-Garonne assure qu'il existe dans un coin ignoré de ce département une petite ville sur laquelle la révolution dernière a passé sans y toucher. La République n'y a pas encore été proclamée. Maire, adjoints, conseillers municipaux, garde champêtre, etc., tout est resté en place. On ne se préoccupe pas plus d'élections à faire pour l'Assemblée constituante, de garde nationale à organiser, qu'on ne le fait sait il y a deux mois. La petite ville en question est Saint-Antonin.

— Le dimanche 30 avril, le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris donne au Panthéon une fête républicaine, à l'effet d'assurer du travail aux ouvriers.

On entendra, pour la partie vocale, MM. Baroilhet, Roger, Mlle Masson, et, pour la partie instrumentale, l'orchestre des concerts du Conservatoire, sous la direction de M. Habeneck.

— On lit dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges* :

« Les vieillards ne se souviennent pas d'avoir vu les campagnes présenter à cette époque, un aussi bel aspect. La végétation, en effet, est d'une activité inouïe. Les cerisiers sont sur le point de s'épanouir en fleurs. Les céréales sont de toute beauté. Encore quelques jours favorables, et nous verrons les seigles épiés. Les mêmes observations sont applicables aux plantes fourragères. »

— Nous croyons savoir que le Gouvernement provisoire va publier un décret aux termes duquel toutes les nominations dans la Légion d'honneur faites depuis 1850 seraient annulées. Mais comme beaucoup de ces nominations ont eu lieu pour récompenser de véritables services rendus à l'Etat dans la carrière civile et militaire, et pour honorer les œuvres de l'intelligence, une commission serait instituée afin de réviser les titres et les droits de ceux qui ont été décorés, et de maintenir sur la liste des légionnaires les citoyens qui seraient jugés dignes d'un tel honneur. Ce décret obtiendra l'approbation générale. (*Lib. rté.*)

— Les citoyens qui désireront faire partie des gardes-marines (23<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale mobile) devront s'adresser, de dix heures du matin à quatre heures du soir, pour connaître les conditions de l'engagement, au Palais-Royal, à l'état-major général de la garde nationale mobile.

Le rédacteur en chef : CHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.